

MAIRE		ELU	
CABINET		ELU	
DGS		DUDV	1
DGA ST			
DGA P			
DGA SUT	X		
P/Exécution	1	P/ Info	x



Délégation départementale de Seine-Saint-Denis
Service Santé environnement

Le Délégué départemental

à

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville

Direction de l'Urbanisme et du développement urbain
Place du Maréchal Foch
93 134 Noisy-le-Sec Cedex

A l'attention de Mme KERRI

Affaire suivie par : Madame Gwenaëlle ROSSIGNOL

Courriel : gwenaelle.rossignol@ars.sante.fr

Téléphone : 01 41 60 71 22

Télécopie : 01 41 60 71 59

Vos Références : PC 093 053 19 B0011 et PC 093 053 19 B0023

Nos Références : EE 19-0060 PC AD
Dossier n°038-19



Bobigny, le 29 MAI 2019

Objet : Avis sur le permis de construire du centre aquatique de Bondy / Noisy (93).

Pièces jointes : - Règles sanitaires et d'hygiène applicables aux locaux d'habitation

- Règles sanitaires et d'hygiène applicables aux établissements recevant du public.



Monsieur le Maire,

Vous avez sollicité l'avis de l'ARS dans le cadre d'une demande de permis de construire n° PC 093 053 19 B0011 sur le projet de construction de l'îlot Port de Noisy de la ZAC du quartier durable de la plaine de l'Ourcq à Noisy-le-Sec (93 130).

Le dossier a été reçu par mes services sous format papier le 30 avril 2019.

Le dossier concerne :

- la construction d'un magasin Décathlon d'une surface de plancher projetée de 3 846 m² ;
- la construction d'un hôtel d'une surface de plancher projetée de 4 169 m² ;
- la construction d'une résidence de service d'une surface de plancher projetée de 6 155 m² ;
- la construction de trois bâtiments résidentiels d'une surface de plancher projetée de 13 889 m² ;
- la construction de commerces d'une surface de plancher projetée de 1 716 m² ;
- la construction d'une salle d'escalade d'une surface de plancher projetée de 1 345 m² ;
- la construction d'un parking de 405 places sur deux niveaux de sous-sol ;
- la construction d'un centre nautique de 6 639 m².

Mon avis ne portera que sur le permis de construire n° PC 093 053 19 B0023 correspondant à la construction du centre nautique. Pour ce qui est des autres PC reliés au PC n°093 053 19 B011, je vous prie de vous reporter aux annexes jointes à ce courrier.

Généralités

Selon les plans fournis, le centre aquatique est sur 3 niveaux qui présente :

- au rez-de-chaussée, le hall d'accueil, une infirmerie avec accès direct sur l'extérieur, des vestiaires individuels et groupes, un bassin olympique de 50 m, un bassin de water-polo de 25 m, un bassin ludique et un espace de jeux aqua-ludiques ;
- au 1^{er} étage, les vestiaires du personnel et leurs bureaux, un espaces musculation avec des vestiaires, un espace « Bien-Etre » (espace fitness, sauna et hammam), un espaces restauration ainsi que des gradins;
- au 2^{ème} étage, un espace sanitaire, des locaux de stockage et des gradins.

Le centre aquatique dispose de parking en R-2 et de locaux techniques en R-1.

Il existe des zones visiteurs dans ce centre aquatique qui sont distinctes des zones de bain et comportent des équipements sanitaires spécifiques.

Le dossier appelle de ma part les observations suivantes :

En page 9 de la note technique de traitement d'eau, il est noté qu'actuellement il n'est pas prévu d'installation de bain bouillant et de bain froid la zone bien-être mais *qu'un pédiluve sera positionné en entrée de zone si la zone venait à accueillir de tels bassins*. En cas d'installation de bassins, des dispositions devront être prises pour installer un pédiluve.

Concernant la nature des sols, le revêtement de sol pour les vestiaires et les plages doit être antidérapant et non abrasif. En cas d'utilisation de résine, un protocole de nettoyage adapté devra être mis en place.

Concernant le raccord de l'installation au réseau de distribution d'eau public, je vous rappelle qu'un dispositif de disconnexion doit être installé sur le robinet d'alimentation en eau de la piscine afin de prévenir tout risque éventuel de contamination accidentelle de l'eau du réseau de distribution publique par l'eau de la piscine.

Eau

Le projet ne se situe pas à proximité d'un périmètre de protection d'un captage d'eau destinée à l'alimentation humaine.

Les branchements sur le réseau public d'alimentation en eau potable doivent être munis de dispositifs anti-retour, ou de disconnecteurs (contrôlés annuellement) afin de prévenir tout retour d'eau contaminée dans les réseaux publics d'eau potable, conformément aux dispositions de l'article R.1321-57 du Code de la santé publique.

Toute partie de réseau d'eau affectée à un usage non alimentaire (appareils, traitement de quelque nature que ce soit, réseaux de défense incendie, installations techniques : eaux chaudes sanitaires, chauffage, climatisation, arrosage, ...) doit également être dotée d'un dispositif destiné à protéger le réseau d'eau potable interne au site d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau.

Sites et sols pollués :

Avant tout projet d'aménagement, il convient de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage futur du site, conformément à la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués, révisée en 2017. Le maître d'ouvrage du projet se doit de consulter les archives détenues en préfecture, en mairie, aux bureaux des hypothèques, etc., y compris les inventaires nationaux actuellement disponibles, pour connaître le passé du site sur lequel la construction est envisagée. Le maître d'ouvrage a à mettre en œuvre un ensemble de mesures détaillées dans cette circulaire (bilan avantages/inconvénients des options de localisation, diagnostic préalable, opérations de dépollution, dispositions constructives adaptées, analyse des risques résiduels, éventuellement plan de surveillance et servitudes, information ciblée...). Le plan de gestion devra être annexé à la demande d'avis sur permis de construire. Le maître d'ouvrage doit confier à des prestataires spécialisés dans ce domaine l'ensemble des étapes du dossier, comprenant le diagnostic approfondi caractérisant de manière suffisante l'état de pollution du site, et la détermination des travaux de réhabilitation à mener afin que le projet soit acceptable en termes

de sécurité sanitaire. Dans le cadre de la certification des prestataires dans le domaine des sites et sols pollués, le Ministère du développement durable présente un guide dédié aux donneurs d'ordre pour qu'ils recourent aux prestataires certifiés et s'entourent ainsi de compétences reconnues.

Il est stipulé page 237 de l'étude d'impact qu'un diagnostic de pollution des sols a été lancé en janvier 2019 sur l'emprise du projet « Ilot-Port de Noisy » mais que les conclusions ne sont pas connues à ce jour.

A la réception du diagnostic des sols, il conviendra de l'annexer à la présente demande, accompagné du Plan de Gestion relatifs à ce projet ou une attestation de prise en compte des mesures de gestion des sols pollués, délivrée par un bureau d'étude certifié par le LNE.

Qualité de l'air :

- En phase chantier :

Les travaux sont susceptibles d'occasionner des dégagements de poussières. Les effets du chantier sur la qualité de l'air devront être réduits par des mesures d'organisation de chantier (bâchage des camions, aspersion des pistes par temps sec,...).

- En phase d'exploitation :

Une attention particulière devra être apportée à la végétalisation des espaces verts (serre, terrasses plantées et cours) afin d'éviter de planter des essences susceptibles de provoquer des réactions allergiques. Le guide d'information végétation en ville du Réseau National de Surveillance Aérobiologique (RNSA) est disponible sur le site <http://www.vegetation-en-ville.org>.

Nuisances sonores :

- Phase chantier :

Les prescriptions de l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les nuisances sonores dues aux activités de chantiers devront être scrupuleusement respectées, particulièrement à proximité des habitations.

- En phase d'exploitation :

L'existence d'un centre aquatique peut être source de nuisances sonores pour le voisinage. Aussi, il conviendra d'adapter sa conception pour permettre le respect des dispositions de la réglementation « bruits de voisinage » (articles R.1334-30 à R.1334-37 du Code de la santé publique).

Par conséquent, le pétitionnaire est encouragé à fournir des informations concernant le risque de nuisances (un plan du quartier, inventaire des équipements bruyants tels que pompe à chaleur, extracteurs d'air, ventilations, blocs réfrigérants, etc.). Dans certains cas, une étude d'impact acoustique pourra être demandée.

Légionelles :

La conception, la surveillance et l'entretien des installations collectives de distribution d'eau chaude sanitaire doivent être réalisés, afin d'éviter toute prolifération de légionelles, conformément :

- à l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire ;
- la circulaire du 21 décembre 2010 relative aux missions des Agences Régionales de Santé dans la mise en œuvre de l'arrêté du 1er février 2010 ; cette circulaire contient en annexe un guide d'information pour les gestionnaires d'établissements recevant du public concernant la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté du 1er février 2010 ;
- aux recommandations du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France (aujourd'hui Haut Conseil de la Santé Publique) dans son rapport de novembre 2001 « Gestion du risque lié aux légionelles ».

Au vu des éléments présentés ci-dessus, j'émet un **avis favorable** au permis de construire n° PC 093 053 19 B0023 pour la réalisation du centre aquatique Bondy / Noisy au sein de l'îlot Port de Noisy de la ZAC du quartier durable de la plaine de l'Ourcq à Noisy-le-Sec (93 130), **sous réserve de la transmission des diagnostics de sol et plan de gestion relatifs à ce projet ou d'une attestation de prise en compte des mesures de gestion des sols pollués, délivrée par un bureau d'étude certifié par le LNE.**

Concernant l'ensemble du permis de construire n° PC 093 053 19 B0011, j'attire votre attention sur l'importance de s'assurer de la comptabilité de l'état des milieux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Délégué Départemental de Seine-Saint-Denis
De l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France

Agence Régionale de Santé Ile-de-France
Le délégué départemental
de Seine-Saint-Denis

Jean-Philippe HORREARD

Fiche n°2 : Règles sanitaires et d'hygiène applicables aux établissements recevant du public

Date de mise à jour : 30 juillet 2013	Références réglementaires : Code de la santé publique Règlement sanitaire départemental (RSD) du 24 décembre 1980 Circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles Textes spécifiques intégrés dans le corps du texte
---	--

1. Règles en matière d'aménagement et d'entretien

1.1. Bruit :

Toutes mesures devront être mises en œuvre afin de préserver le voisinage des nuisances sonores conformément à la réglementation prise en application des articles R 1334-30 à R 1334-35 du Code de la santé publique.

1.1.1. Sur les équipements bruyants :

Les émissions sonores provenant des activités professionnelles, culturelles ou de loisirs sont soumises aux dispositions des articles R. 1334-32 à 34 du Code de la santé publique relatif à la lutte contre les bruits de voisinage.

Par conséquent, le pétitionnaire est encouragé à fournir des informations concernant le risque de nuisances (un plan du quartier, inventaire des équipements bruyants tels que pompe à chaleur, extracteurs d'air, ventilations, blocs réfrigérants, etc.). Dans certains cas, une étude d'impact acoustique pourra être demandée.

1.1.2. Lieux diffusant de la musique amplifiée :

Si l'établissement est amené à diffuser de la musique amplifiée (salle des fêtes, salle polyvalente, salle de gym, discothèque, bar à ambiance musical...), le porteur de projet devra faire réaliser une étude d'impact acoustique. Celle-ci est exigible dès lors que la diffusion de musique n'apparaît pas comme exceptionnelle. Cette étude se compose :

- 1) du diagnostic acoustique ayant permis d'estimer les niveaux de pression acoustique (globaux et spectraux), tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle.
- 2) de la description des dispositions prises pour limiter le niveau sonore et les émergences globales et spectrales aux valeurs fixées dans les cas de :
 - absence de contiguïté avec des logements : aux articles R. 1334-32 à 34 du Code de la santé publique
 - présence de contiguïté avec des logements : aux articles R. 1334-32 et 33 du Code de la santé publique et R. 571-27 du Code de l'environnement.
 - dans tous les cas : à l'article R. 571-26 du Code de l'environnement qui concerne les niveaux d'émission maximum pour la protection de l'audition du public (105 dB(A) en niveau moyen et 120 dB(A) en niveau de crête).

Concernant le diagnostic acoustique, les mesures doivent être réalisées conformément à la norme NF S 31-010. Pour ce faire, il est conseillé au pétitionnaire de faire appel à un bureau d'études spécialisé en acoustique.

Les salles qui sont mises à dispositions de tiers pour des usages nocturnes sont à l'origine de nombreuses plaintes pour nuisances sonores liées aux bruits de comportement des usagers de ces installations. De ce fait, il convient de privilégier leur implantation dans des zones d'activités suffisamment éloignées de tout logement afin de prévenir de futures potentielles plaintes du voisinage dont la gestion incomberait au Maire de la commune.

1.1.3. Ecoles:

Pour les établissements d'enseignement, les dispositions de l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans ces établissements doivent être appliquées.

1.2. Stockage des poubelles (article 81 du RSD) :

Le local réservé au stockage des poubelles doit être clos et ventilé, le sol et les parois constitués de matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits. Un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être installés afin d'en permettre l'entretien.

1.3. Parkings / Gestion des eaux de ruissellement :

Les eaux de ruissellement des parkings doivent transiter par un séparateur à hydrocarbures à obturateur automatique avant rejet dans le réseau pluvial. Cet appareil devra faire l'objet d'un entretien régulier.

Pour les parkings en sous-sol, et conformément à l'article 29 B du règlement sanitaire départemental, la ventilation doit être suffisante afin d'éviter la stagnation de gaz nocifs. L'évacuation des eaux résiduaires doit s'effectuer par l'intermédiaire d'une fosse munie d'un dispositif de séparation ou de tout autre système capable de retenir la totalité des liquides inflammables susceptibles d'être accidentellement répandus.

1.4. Ventilation et qualité de l'air intérieur :

Les prises d'air et évacuations d'air vicié des dispositifs de ventilation doivent être conçus de façon à limiter l'impact sur les installations avoisinantes et à éviter l'aspiration de polluants.

De plus, il conviendra d'informer l'exploitant de l'application des textes suivants, à mettre en œuvre lors de l'ouverture de l'établissement :

- Respect des dispositions des articles R.3511-1 à R.3511-8, D.3511-14 et D.3511-15, R.3512-1 à R.3512-4 du Code de la santé publique fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.
- Surveillance de la qualité de l'air intérieur en vertu du décret 2011-1728 du 2 décembre 2011 relatif à la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant du public (pour plus d'information, se reporter à la brochure « la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les lieux scolaires » accessible par le lien suivant : http://www.developpementdurable.gouv.fr/spip.php?page=publications_theme&id_mot=266).
- Surveillance de la qualité de l'air intérieur de certains établissements recevant du public en vertu des décrets du 17 août 2015 et 30 décembre 2015 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant du public

1.5. Entretien des systèmes de rafraîchissement de l'air :

Les installations collectives de production et de distribution d'air rafraîchi doivent faire l'objet d'un entretien régulier. Les filtres doivent être impérativement nettoyés lors de la mise

en fonction des équipements, puis à une fréquence régulière pendant la période d'utilisation. Les unités intérieures installées dans les locaux diffusant l'air rafraîchi doivent également être entretenues régulièrement notamment par le nettoyage des filtres à air. Lorsque les unités intérieures comportent un bac à condensats, il convient de s'assurer de la bonne évacuation des condensats et de nettoyer régulièrement le bac.

1.6. Espaces verts :

Une attention particulière doit être apportée à la végétalisation des espaces verts en évitant de planter des essences susceptibles de déclencher ou d'amplifier des allergies respiratoires. En particulier, les espèces suivantes doivent, dans la mesure du possible, être écartées : bouleaux (*Betula*), charmes (*Carpinus*), aulnes (*Alnus*), noisetiers (*Corylus*), cyprès (*Cupressus sempervirens et arizonica*), frênes (*Fraxinus*), oliviers (*Olea*), platanes (*Platanus*), chênes (*Quercus*), troënes (*ligustrum*) et genévriers (*juniperus oxycedrus*).

Des informations plus complètes (liste des espèces à risque, guides d'information) sont disponibles sur le site internet du Réseau national de surveillance aérobiologique : <http://www.rnsa.asso.fr>

2. Prévention des effets liés aux agents microbiologiques et chimiques dangereux (plomb, amiante, légionelles)

2.1. Plomb (travaux dans des bâtiments existants uniquement) :

Si les locaux existants ont été construits avant le 1^{er} janvier 1949, la probabilité pour qu'ils comportent des peintures au plomb est importante. La recherche de plomb dans les peintures anciennes (Constat de Risque d'Exposition au Plomb) est alors conseillée.

Si la présence de revêtements dégradés contenant du plomb est mise en évidence, le propriétaire est encouragé à informer les personnes fréquentant ou amenées à faire des travaux dans l'établissement et à procéder sans attendre aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité de la population.

Si la présence de peintures au plomb est avérée, il est vivement conseillé de faire appel à une entreprise compétente pour les travaux de traitement des peintures. Le devis devra faire état des mesures prises pour limiter au maximum la production et la propagation des poussières pendant la durée du chantier, ainsi que des dispositions prévues pour la protection de la population et des intervenants.

Des informations sont disponibles sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé : <http://www.ars.iledefrance.sante.fr/> à la rubrique « Santé Publique » puis « Santé et environnement »; puis « Habitat indigne » et « Missions et actions de l'ARS ».

2.2. Amiante (démolition de bâtiments existants uniquement):

Comme spécifié dans le Code de la santé publique (articles R.1334-19 et suivants), tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997 doivent faire l'objet d'un repérage spécifique des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition. Les résultats de ce repérage doivent être transmis à toute personne physique ou morale susceptibles d'intervenir lors de l'opération de démolition.

Si la présence d'amiante est avérée, il convient de contacter la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

afin de connaître les modalités techniques et réglementaires d'intervention et d'élimination de ces matériaux.

2.3. Légionelles :

Les installations devront être en mesure de répondre aux exigences de l'arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes d'alimentation en eau chaude sanitaire. Ces dispositions visent à prévenir le risque de brûlure tout en évitant le risque de développement des légionelles (température maximale en distribution de 50°C dans les pièces destinées à la toilette, 60° C dans les autres pièces, 90°C uniquement dans les cuisines et buanderies). Ce texte prévoit également une élévation quotidienne de la température de l'eau dans les ballons de stockage d'un volume supérieur à 400 litres selon un barème temps/température (2 minutes à 70°C, 4 minutes à 65°C, ou 60 minutes à 60°C).

Les exigences de l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire doivent être mises en œuvre : surveillance des installations, analyse des légionelles après non utilisation prolongée,...

Une campagne de prélèvements aux fins de recherche de légionelles devra être réalisée au minimum chaque année par un laboratoire accrédité par le COFRAC (Comité Français d'Accréditation) pour ce paramètre. Le plan d'échantillonnage devra comprendre des points de prélèvements, sur quelques points d'usage représentatifs du réseau ou à défaut les plus éloignés, et le cas échéant, sur le fond de ballon de stockage, en retour de boucle (collecteur général).

Une surveillance des températures de l'eau devra être pratiquée à une fréquence au minimum mensuelle sur les points suivants : le point de mise en distribution (départ de la production en eau chaude sanitaire, les points d'usage représentatifs du réseau ou à défaut les plus éloignés, et le cas échéant, les retours de boucle.

Dans cette optique, les installations de production devront être munies des équipements indispensables à la mise en œuvre de ces dispositions, soient des vannes de purges, des points de prélèvement et de système de surveillance de la température.

Les installations à risque sont nombreuses :

- refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (TAR) ;
- réseaux d'eau chaude sanitaire (ECS) ;
- bains à remous (spas) à usage collectif et recevant du public pour lesquels la circulaire du 27 juillet 2010 ainsi que les textes relatifs aux piscines non réservées à l'usage personnel d'une famille (Code de la santé publique et arrêté du 7 avril 1981) s'appliquent ;
- brumisation d'eau, fontaines publiques ;
- appareils individuels d'oxygénothérapie, etc.

Des informations sont disponibles sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé : <http://www.ars.iledefrance.sante.fr/> à la rubrique « Santé Publique » puis « Santé et environnement »; puis « Légionellose ».

3. Règles relatives aux usages de l'eau

3.1. Protection du réseau d'eau :

Les branchements sur le réseau public d'alimentation en eau potable doivent être munis de dispositifs anti-retour, ou de disconnecteurs (contrôlés annuellement) afin de prévenir tout retour d'eau contaminée dans les réseaux publics d'eau potable, conformément aux dispositions de l'article R.1321-57 du Code de la santé publique.

Toute partie de réseau d'eau affectée à un usage non alimentaire (appareils, traitement de quelque nature que ce soit, réseaux de défense incendie, installations techniques : eaux chaudes sanitaires, chauffage, climatisation, arrosage, ...) doit également être dotée d'un dispositif destiné à protéger le réseau d'eau potable interne au site d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau.

3.2. Utilisation des eaux de pluie :

L'eau de pluie doit être considérée comme impropre à la consommation humaine (boisson et alimentation).

L'arrêté ministériel du 21 août 2008 établit la liste des usages de l'eau de pluie autorisés :

- les usages extérieurs (arrosage, lavage des véhicules, etc.) ;
- à l'intérieur des habitations : l'alimentation des chasses d'eau et le lavage des sols ;
- à titre expérimental, le lavage du linge, sous réserve d'un traitement adapté (déclaré auprès du ministère en charge de la santé) de l'eau de pluie, assurant notamment une désinfection ;
- les usages professionnels et industriels, à l'exception de ceux requérant l'usage d'une eau potable.

L'eau de pluie doit être collectée à l'aval de toitures inaccessibles (les toitures ne doivent pas contenir de matériaux en amiante-ciment ou en plomb lorsque l'eau de pluie est destinée à un usage à l'intérieur des habitations).

Des règles techniques sont fixées par l'arrêté ministériel précité :

- tout raccordement, qu'il soit temporaire ou permanent, du réseau d'eau de pluie avec le réseau de distribution d'eau potable est interdit ;
- à proximité immédiate de chaque point de soutirage d'eau de pluie, doit être implantée une plaque de signalisation qui comporte la mention « eau non potable » et un pictogramme explicite.

Des règles techniques spécifiques sont édictées en cas de réalisation d'un réseau d'eau de pluie à l'intérieur du bâtiment :

- dans les bâtiments à usage d'habitation, la présence de robinets de soutirage distribuant chacun des eaux de qualité différente (eau potable / eau de pluie) est interdite dans la même pièce, à l'exception des caves, sous-sols et autres pièces annexes à l'habitation. Ces robinets doivent être verrouillables ;
- les canalisations de distribution d'eau de pluie, à l'intérieur des bâtiments, doivent être repérées de façon explicite par un pictogramme « Eau non potable », à tous les points suivants : entrée et sortie de vannes et des appareils, aux passages de cloisons et de murs.

L'utilisation d'eau de pluie est interdite à l'intérieur :

- des établissements de santé et des établissements, sociaux et médicaux-sociaux, d'hébergement de personnes âgées ;

- des cabinets médicaux, des cabinets dentaires, des laboratoires d'analyses de biologie médicale et des établissements de transfusion sanguine ;
- des crèches, des écoles maternelles et élémentaires.

Des informations sont disponibles sur le site internet du ministère en charge de la santé : <http://www.sante.gouv.fr/utilisation-d-eau-de-pluie-pour-des-usages-domestiques.html>

3.3. Utilisation de puits privés :

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a introduit l'obligation de déclarer en mairie les ouvrages domestiques (destinés à prélever une eau nécessaire aux besoins usuels d'une seule famille) et a conféré aux services de distribution d'eau potable la possibilité de contrôler l'ouvrage de prélèvement et les réseaux intérieurs de distribution d'eau. Toutefois, le code de la santé publique prévoit que si l'eau est destinée à l'alimentation de plus d'une famille, elle doit avoir fait l'objet d'une autorisation préfectorale préalable.

Les modalités et le contenu de la déclaration en mairie sont précisés dans le code général des collectivités territoriales et dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008. En cas d'utilisation de l'eau pour la consommation humaine, une analyse de l'eau doit être jointe à la déclaration en mairie.

L'ouvrage de prélèvement d'eau doit être équipé d'un compteur d'eau.

Pour la réalisation d'un forage d'eau, il est fortement conseillé de faire appel à un professionnel dont les travaux sont conformes à la norme AFNOR NF X 10-999 relative aux forages d'eau et de géothermie. Cette norme qui n'est pas obligatoire permet de garantir que l'ouvrage est réalisé selon les règles de l'art et permet notamment de protéger la ressource souterraine de toute infiltration d'eau de ruissellement potentiellement polluée.

Des informations sont disponibles sur le site internet du ministère en charge de l'écologie : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-forages-domestiques-.html>

3.4. Utilisation de toilettes sèches dans les ERP et manifestations temporaires (plus de 20 équivalent habitants ou 1.2 Kg/j de DBO5)

Aujourd'hui, l'utilisation et l'installation de toilettes sèches dans les ERP ne sont pas réglementées.

Lors d'une sollicitation pour l'installation de toilettes sèches dans un ERP, la DT émettra un avis favorable ou défavorable en fonction d'une évaluation des risques sanitaires.

4. Règles relatives à l'implantation de la construction

4.1. Construction sur un ancien site industriel :

Avant tout projet d'aménagement, il convient de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage futur du site, conformément à la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués.

Les bases de données BASOL et BASIAS peuvent être utilement consultées. Néanmoins, l'exhaustivité de ces bases n'étant pas assurée, il convient également de se référer aux données documentaires et historiques de la commune sur laquelle se situe le projet (archives

détenues en préfecture, en mairie, aux bureaux des hypothèques,...) pour s'assurer de l'état des sols.

Un diagnostic environnemental approfondi pourra être éventuellement réalisées afin de connaître l'état réel des sols (étude historique, analyses de sols, schémas conceptuels). Le bilan coûts/avantages, dont l'objectif est de parvenir au meilleur niveau de protection de l'environnement humain et naturel à un coût raisonnable, sera utilement transmis.

Par ailleurs, la circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles précise que la construction de ces établissements, définis comme l'ensemble des établissements accueillant des personnes de 0 à 18 ans et les aires de jeux et espaces verts attenants, doit être évitée sur les sites pollués.

4.2. Périmètres de protection des captages d'eau :

Les arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique des captages d'eau potable alimentant les collectivités instaurent des périmètres de protection autour de ces captages. Dans ces périmètres peuvent être interdits ou réglementés tous types d'installations, d'activités, de constructions, de dépôts, d'ouvrages ou d'aménagements. A titre d'exemple, peuvent être interdits ou réglementés dans ces périmètres, la construction des habitations, leur assainissement (en interdisant l'assainissement non collectif), leur moyen de chauffage (en interdisant l'installation de cuves à fuel), leur alimentation en eau (en interdisant les puits privés), etc.

Ces périmètres ainsi que les prescriptions qui y sont associées sont propres à chaque captage. Ils peuvent par ailleurs concerner des communes autres que la commune d'implantation de celui-ci. Ils doivent être annexés au plan local d'urbanisme (PLU). Il convient donc de s'assurer que la future construction respectera les dispositions des arrêtés préfectoraux établissant les périmètres de protection des captages. Un avis fourni par un hydrogéologue agréé pourra être demandé.

4.3. Présence de lignes à haute-tension :

Le passage de l'électricité dans les lignes de transmission ou de distribution de l'électricité, dans les appareils électriques crée automatiquement des champs électromagnétiques d'extrêmement basse fréquence (champs EBF 50 Hz) dans son voisinage immédiat.

Il doit être tenu compte des servitudes d'utilité publique associées à ce type d'installation (décret n°2004-835 du 19 août 2004 relatif aux servitudes d'utilité publique prévues par l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie). Ces servitudes affectent l'utilisation du sol dans un périmètre défini selon la puissance de la ligne.

Des valeurs limites d'exposition aux champs électriques et magnétiques d'extrêmement basse fréquence, établies sur la base des effets biologiques considérés comme les plus sensibles chez l'animal d'expérience et d'une analyse globale des connaissances scientifiques disponibles, ont été proposées par la recommandation du Conseil de l'Union Européenne 1999/519/ CE du 12 juillet 1999 relative à l'exposition du public aux champs électromagnétiques. Cette recommandation fixe la valeur limite d'exposition aux champs magnétiques 50 Hz à 100 microteslas (μT) et à 5 000 V/m en ce qui concerne les champs électriques. Celles-ci a été reprise dans l'arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

L'avis du 29 mars 2010 de l'Afsset estime *"qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport*

d'électricité à très haute tension, et de limiter les expositions". Les recommandations de l'Afset sont formalisées dans l'instruction du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité.

5. Règles relatives à certaines activités particulières

5.1. Etablissements sanitaires et médico-sociaux :

5.1.1. Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux (DASRI) :

Les activités de soins médicaux et paramédicaux génèrent des déchets qui peuvent présenter un risque pour la santé et l'environnement. La réglementation actuelle impose que les DASRI suivent une filière d'élimination spécialisée adaptée. Ils ne peuvent en aucun cas être évacués avec les ordures ménagères. La gestion des DASRI est réglementée par les articles R1334-1 à R1334-14 du Code de la santé publique.

L'entreposage et la gestion des déchets d'activités de soins à risque infectieux devront satisfaire aux exigences des arrêtés du 7 septembre 1999 modifiés par l'arrêté du 14 octobre 2011 relatifs aux modalités d'entreposage et au contrôle des filières d'élimination des DASRI. En particulier si la production mensuelle est supérieure à 15 kilogrammes, un local d'entreposage devra être aménagé. Cette pièce, dont l'accès sera sécurisé, devra notamment être équipée d'une arrivée d'eau pourvue d'un disconnecteur de type HA et d'une évacuation des eaux usées munie d'un dispositif d'occlusion hydraulique. Les parois et sol devront être lavables. Ce local devra assurer une protection contre la chaleur. Une zone d'entreposage à accès limité doit être aménagée si la production est comprise entre 5 et 15 kg/mois.

Ces déchets devront être conditionnés dans des emballages conformes à l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des DASRI modifié par l'arrêté du 6 janvier 2006.

5.1.2. Légionelles :

La conception, la surveillance et l'entretien des installations collectives de distribution d'eau chaude sanitaire doivent être réalisés, afin d'éviter toute prolifération de légionelles, conformément :

- à l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire ;
- à la circulaire du 21 décembre 2010 relative aux missions des Agences Régionales de Santé dans la mise en œuvre de l'arrêté du 1^{er} février 2010 ; cette circulaire contient en annexe un guide d'information pour les gestionnaires d'établissements recevant du public concernant la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté du 1^{er} février 2010 ;
- aux recommandations du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France (aujourd'hui Haut Conseil de la Santé Publique) dans son rapport de novembre 2001 « Gestion du risque lié aux légionelles ».

5.1.3. Prévention des effets de la canicule (établissements médico-sociaux d'hébergement de personnes âgées) :

Afin de prévenir les impacts sur la santé des résidents des établissements médico-sociaux d'hébergement de personnes âgées et d'améliorer le confort de travail des professionnels y exerçant pendant les périodes de forte chaleur, il est recommandé d'adopter des mesures limitant l'augmentation de la température à l'intérieur du ou des bâtiments, notamment :

- éviter la multiplication de baies vitrées exposées directement au soleil ;
- équiper les baies et les fenêtres exposées directement au soleil de volets ou de stores extérieurs ;

- placer de préférence les salles communes (notamment le restaurant et les salles d'activité) sur les façades non exposées directement au soleil.

Conformément à l'article D.312-161 du Code de l'action sociale et des familles :

- les établissements médico-sociaux assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au I de l'article L. 313-12 sont tenus d'aménager un local ou une pièce équipés d'un système fixe de rafraîchissement de l'air dont les conditions d'installation sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2005 modifié par l'arrêté du 8 août 2005.
- les établissements médico-sociaux assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés aux II et III de l'article L. 313-12 sont tenus de disposer d'un local ou d'une pièce rafraîchis.

5.2. Etablissements accueillant de jeunes enfants :

5.2.1. Ventilation :

Une attention particulière doit être apportée à la ventilation des locaux, dans un cadre de prévention des maladies contagieuses par les voies aériennes supérieures. Cette ventilation peut être naturelle ou mécanique. Le débit minimal d'air neuf à introduire dans les locaux est fixé par le règlement sanitaire départemental (article 67 A).

5.2.2. Eclairage naturel :

L'éclairage naturel au centre des pièces principales doit être suffisant pour permettre par temps clair, l'exercice des activités sans le recours de la lumière artificielle (article 28 B du RSD).

5.2.3. Protocoles de nettoyage et gestion des déchets :

Les points d'eau présents dans les sanitaires des enfants et réservés aux adultes ainsi que les sanitaires/vestiaires réservés au personnel de l'établissement devront être équipés de lave-mains à commande non manuelle, de distributeurs de savon et de systèmes d'essuyage des mains à usage unique.

Une attention particulière doit être apportée à l'hygiène des sols des lieux d'évolution des enfants.

Pour les déchets ménagers, chaque secteur d'activités doit posséder sa poubelle à pédale et couvercle (les salles de change peuvent aussi être équipées de compacteurs à couches). Ces déchets sont évacués aussi souvent que nécessaire vers les conteneurs ou poubelles extérieurs. Ceux-ci sont entreposés dans un local prévu à cet effet, ventilé, avec un sol et des parois constitués de matériaux imperméables et imputrescibles, possédant un poste de lavage et un siphon de sol. Le circuit d'élimination des déchets doit impérativement éviter toute zone de fabrication des repas.

5.2.4. Bruit :

Une répartition fonctionnelle des pièces dans l'établissement (sommeil, activités...) et une conception permettant une acoustique compatible avec le rythme de vie des enfants doivent être précisément étudiées.

Par ailleurs, un groupe scolaire, un centre de loisirs et une salle polyvalente peuvent être source de nuisances sonores pour le voisinage. Aussi, il conviendra de prendre en compte, le plus tôt possible, l'usage susceptible d'être pratiqué dans ce centre et adapter sa conception pour permettre le respect des dispositions de la réglementation « bruits de voisinage » (articles R.1334-30 à R.1334-37 du Code de la santé publique), ainsi que le respect des dispositions de

la réglementation « lieux musicaux » (articles R.571-25 à R.571-30 du Code de l'environnement).

L'aménageur devra veiller à la disposition des locaux et aux travaux nécessaires pour préserver un niveau sonore compatible avec l'usage des locaux et notamment dans les pièces de repos. Il pourra utilement se reporter au guide du Conseil national du bruit (CNB) de juin 2015 : « *Qualité acoustique des établissements d'accueil d'enfants de moins de 6 ans - Crèches, haltes-garderies, jardins d'enfants – Recommandations* ».

5.3. Etablissements thermaux :

Pour ce qui concerne les légionelles, les établissements thermaux doivent répondre à l'arrêté du 19 juin 2000 relatif au contrôle des sources d'eaux minérales naturelles (EMN) et à la circulaire DGS/VS4 n° 2000/336 du 19 juin 2000 qui nécessitent :

- un protocole de surveillance des installations (paramètres, fréquences) décliné par catégorie de soins ;
- des limites de qualité spécifiques à l'EMN ;
- des bonnes pratiques de maintien de la qualité ;
- des modes de gestion des non-conformités (fermeture/ouverture).

Par ailleurs, ces deux textes exigent l'absence de légionelles. La gestion des non conformités se réalise en fonction du lieu et de l'ampleur de la contamination :

- à l'émergence : maintien en fonctionnement et recontrôle sauf si la contamination est avérée (plusieurs germes simultanément). S'il y a toujours présence de légionelles au recontrôle, la fermeture est demandée. S'il y a absence de légionelles à une semaine d'intervalle, la réouverture est autorisée.
- aux points d'usage : en fonction des catégories de soins, la présence de légionelles peut entraîner la fermeture immédiate ou le maintien en fonctionnement dans l'attente du recontrôle du point et de points de la même zone de soins.

5.4. Stations de lavage :

Les eaux de lavage des véhicules doivent transiter par un débourbeur/séparateur à hydrocarbures avant rejet. Ce dispositif doit être muni d'un regard placé avant la sortie et permettant de vérifier que l'eau évacuée n'entraîne pas de liquides inflammables, huiles, solvants usés, etc. Cet ensemble doit être fréquemment visité, toujours maintenu en bon état de fonctionnement et débarrassé aussi souvent qu'il est nécessaire des boues et des liquides retenus qui doivent être éliminés conformément à la réglementation.

Le déversement des eaux usées en provenance de la station de lavage doit, conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, avoir reçu l'autorisation de la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages d'assainissement.

5.5. Restauration collective :

Les prescriptions de l'arrêté du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social doivent être respectées. Ces prescriptions sont modifiées par le règlement CE N°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires applicables depuis le 1^{er} janvier 2006.

Les eaux usées des cuisines doivent subir un prétraitement adéquat avant rejet dans le réseau public d'eaux usées (bac dégraisseur, dégrilleur, séparateurs à fécules...).

Des lave-mains à commande non manuelle équipés de savon liquide bactéricide et d'essuie-mains à usage unique doivent être installés au niveau des sanitaires et des locaux de manipulation des denrées alimentaires.

Les préconisations contenues dans le présent document sont établies comme un outil d'aide à la décision. Elles ne constituent nullement une liste exhaustive des observations que pourrait comporter un permis de construire soumis par ailleurs à l'avis des services de l'Etat concernés et à la décision du maire.

Fiche n°1 : Règles sanitaires et d'hygiène applicables aux locaux d'habitation

Date de mise à jour : 30 juillet 2013	Références réglementaires : Code de la santé publique Règlement sanitaire départemental (RSD) du 24 décembre 1980 Textes spécifiques intégrés dans le corps du texte
---	--

1. Règles en matière d'habitabilité et d'aménagement

1.1. Surfaces habitables :

Le règlement sanitaire départemental (article 41 C) impose une surface minimale de 9 m² pour la pièce principale et de 7 m² pour les autres pièces d'habitation. Pour l'évaluation de la surface de chaque pièce, les parties formant dégagement ou cul-de-sac d'une largeur inférieure à deux mètres ne sont pas prises en compte.

1.2. Hauteur sous plafond :

Le règlement sanitaire départemental (article 41 D) impose une hauteur sous plafond minimale de 2,20 m. Pour le calcul des surfaces habitables au sens du règlement sanitaire départemental les parties de pièces dont la hauteur est inférieure à 2,20 m ne sont pas prises en compte.

1.3. Eclairage naturel :

L'éclairage au centre des pièces principales, des cuisines et des chambres isolées doit être suffisant pour permettre, par temps clair, l'exercice d'activités normales de l'habitation, sans recours à des lumières artificielles (article 41 B du règlement sanitaire départemental).

1.4. Ouvertures et ventilations :

Pour les bâtiments construits avant 1982, les ouvertures et ventilations doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements qui stipule notamment que « l'aération des logements doit pouvoir être générale et permanente en toute saison ». L'arrêté précise également que la circulation de l'air doit pouvoir se faire principalement par entrée d'air dans les pièces principales et sortie dans les pièces de service.

1.5. Cabinets d'aisances :

Le règlement sanitaire départemental impose que le cabinet d'aisances ne doit pas communiquer directement avec la pièce à usage de cuisine et les pièces où se prennent les repas (article 47 C).

1.6. Caves, sous-sols, combles :

Le Code de la santé publique (article L.1331-22) prévoit que les caves, les sous-sols, les combles, les pièces dépourvues d'ouvertures et les autres locaux par nature impropres à l'habitation ne peuvent être mis à disposition aux fins d'habitation.

Par ailleurs, les caves et sous-sols ne peuvent être utilisés comme locaux susceptibles d'abriter des moteurs dégageant, en fonctionnement, des gaz de combustion, que s'ils sont spécialement aménagés à cet effet pour garantir l'hygiène et la sécurité.

1.7. Aménagement des cours et courettes :

Le règlement sanitaire départemental impose l'installation et l'aménagement d'une arrivée d'eau équipée d'un dispositif anti-retour d'eau (article 42). A l'exception des parties aménagées en jardin, le sol des cours, courettes et allées de circulation doit être revêtu de matériaux imperméables. Les pentes doivent être convenablement réglées et comporter les aménagements nécessaires en vue de l'évacuation des eaux vers un dispositif capable de retenir les matières pouvant provoquer des engorgements et de s'opposer au passage des rongeurs.

1.8. Espaces verts :

Une attention particulière doit être apportée à la végétalisation des espaces verts en évitant de planter des essences susceptibles de déclencher ou d'amplifier des allergies respiratoires. En particulier, les espèces suivantes doivent, dans la mesure du possible, être écartées : bouleaux (*Betula*), charmes (*Carpinus*), aulnes (*Alnus*), noisetiers (*Corylus*), cyprès (*Cupressus sempervirens et arizonica*), frênes (*Fraxinus*), oliviers (*Olea*), platanes (*Platanus*), chênes (*Quercus*), troënes (*ligustrum*) et genévriers (*juniperus oxycedrus*).

Des informations plus complètes (liste des espèces à risque, guides d'information) sont disponibles sur le site internet du Réseau national de surveillance aérobiologique : <http://www.rnsa.asso.fr>

2. Prévention des effets liés aux agents microbiologiques et chimiques dangereux (plomb, amiante, légionelles)

2.1. Plomb (travaux dans des bâtiments existants uniquement) :

Si les locaux existants ont été construits avant le 1^{er} janvier 1949, la probabilité pour qu'ils comportent des peintures au plomb est importante. La recherche de plomb dans les peintures anciennes (Constat de Risque d'Exposition au Plomb) est obligatoire dans les immeubles affectés en tout ou partie à l'habitation :

- avant tout travaux ou démolition ;
- en cas de vente ;
- pour tout nouveau contrat de location ;
- pour toutes les parties communes des immeubles collectifs.

Le Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) doit être effectué par un professionnel certifié. Les CREP faisant apparaître la présence de facteurs de dégradation du bâti sont transmis au directeur de l'Agence Régionale de la Santé par le diagnostiqueur.

Si le constat met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures au seuil réglementaire (1 mg/cm²), le propriétaire doit informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concernée et procéder sans attendre aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de mutation, cette obligation est transférée au nouveau propriétaire. Pour les parties communes, il appartient à la copropriété de réaliser les travaux.

Si la présence de peintures au plomb est avérée, il est vivement conseillé de faire appel à une entreprise compétente pour les travaux de traitement des peintures. Le devis devra faire état des mesures prises pour limiter au maximum la production et la propagation des poussières pendant la durée du chantier, ainsi que des dispositions prévues pour la protection des

occupants, et plus particulièrement des enfants, et des intervenants. L'ouverture du chantier devra être déclarée à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF).

Des informations sont disponibles sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé : <http://www.ars.iledefrance.sante.fr/> à la rubrique « Santé Publique » puis « Santé et environnement »; puis « Habitat indigne » et « Missions et actions de l'ARS ».

2.2. Amiante (démolition de bâtiments existants uniquement):

Comme spécifié dans le Code de la santé publique (articles R.1334-19 et suivants), tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997, maisons individuelles comprises, doivent faire l'objet d'un repérage spécifique des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition. Les résultats de ce repérage doivent être transmis à toute personne physique ou morale susceptibles d'intervenir lors de l'opération de démolition.

Si la présence d'amiante est avérée, il convient de contacter la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) afin de connaître les modalités techniques et réglementaires d'intervention et d'élimination de ces matériaux.

2.3. Légionelles :

Les installations à risque sont nombreuses :

- refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (TAR) ;
- réseaux d'eau chaude sanitaire (ECS) ;
- bains à remous (spas) ;
- brumisation d'eau, fontaines publiques ;
- appareils individuels d'oxygénothérapie, etc.

Pour ce qui concerne les réseaux d'eaux chaudes sanitaires, la surveillance des eaux distribuées est codifiée dans le Code de la santé publique qui fixe les dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) :

- les EDCH ne doivent pas contenir un nombre de microorganismes qui constituent un danger potentiel pour la santé des personnes (article R. 1321-2) ;
- le DG ARS peut imposer à la personne responsable de la distribution d'eau des analyses complémentaires lorsque certaines personnes présentent des troubles ou les symptômes d'une maladie en relation avec l'usage de l'eau distribuée (article R. 1321-17) ;
- la personne responsable de la distribution de l'eau doit surveiller la qualité de l'eau distribuée : examen régulier des installations, programme de tests ou d'analyse défini en fonction des risques identifiés, tenue d'un fichier sanitaire (article R. 1321-23) ;
- les résultats de la surveillance sont tenus à la disposition du DG ARS (Article R. 1321-25).

Les règles relatives aux matériaux, aux produits et procédés de traitement et de nettoyage employés pour les réseaux d'eau chaude sanitaire sont également codifiées dans le Code de la santé publique :

- nécessité d'utiliser des matériaux qui ont fait l'objet d'un agrément (article R. 1321-48 et R. 1321-49) ;
- nécessité d'utiliser des produits et procédés de traitement dont les constituants ont fait l'objet d'un agrément (article R. 1321-50 et R. 1321-51) ;

- possibilité d'utiliser des traitements dits de confort à la condition qu'ils soient autorisés et que, dans les installations collectives, le traitement ne concerne qu'une partie des eaux livrées au consommateur (article R. 1321-53) ;
- nécessité d'utiliser des produits de nettoyage et de désinfection dont les constituants ont fait l'objet d'un agrément (article R. 1321-54).

Pour ce qui concerne les règles relatives à l'entretien et au fonctionnement des installations ; le Code de la santé publique stipule que :

- les installations de distribution d'eau doivent être conçues, réalisées et entretenues de manière à empêcher l'introduction ou l'accumulation de micro organismes, de parasites ou de substances constituant un danger potentiel pour la santé (article R. 1321-55) ;
- à l'issue du traitement, l'eau ne doit pas être agressive, corrosive ou gêner la désinfection.

Par ailleurs, l'arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en ECS des bâtiments d'habitation, de bureau ou recevant du public (ERP) et sa circulaire d'application du 3 avril 2007 concerne :

- les installations dans les bâtiments d'habitation, locaux de travail et ERP ;
- les installations neuves ou entièrement rénovées (après le 15/12/2006).

Les objectifs sont de limiter le risque lié aux brûlures aux points d'usage et de limiter le développement des légionelles.

Des informations sont disponibles sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé : <http://www.ars.iledefrance.sante.fr/> à la rubrique « Santé Publique » puis « Santé et environnement » ; puis « Légionellose ».

3. Règles relatives aux usages de l'eau dans l'habitat

3.1. Utilisation des eaux de pluie :

L'eau de pluie doit être considérée comme impropre à la consommation humaine (boisson et alimentation). L'arrêté ministériel du 21 août 2008 établit la liste des usages de l'eau de pluie autorisés :

- les usages extérieurs (arrosage, lavage des véhicules, etc.) ;
- à l'intérieur des habitations : alimentation des chasses d'eau et lavage des sols ;
- à titre expérimental, le lavage du linge, sous réserve d'un traitement adapté (déclaré auprès du ministère en charge de la santé) de l'eau de pluie, assurant notamment une désinfection ;
- les usages professionnels et industriels, à l'exception de ceux requérant l'usage d'une eau potable.

L'eau de pluie doit être collectée à l'aval de toitures inaccessibles (les toitures ne doivent pas contenir de matériaux en amiante-ciment ou en plomb lorsque l'eau de pluie est destinée à un usage à l'intérieur des habitations).

Des règles techniques sont fixées par l'arrêté ministériel précité :

- tout raccordement, qu'il soit temporaire ou permanent, du réseau d'eau de pluie avec le réseau de distribution d'eau potable est interdit ;

- à proximité immédiate de chaque point de soutirage d'eau de pluie, doit être implantée une plaque de signalisation qui comporte la mention « eau non potable » et un pictogramme explicite.

Des règles techniques spécifiques sont édictées en cas de réalisation d'un réseau d'eau de pluie à l'intérieur du bâtiment :

- dans les bâtiments à usage d'habitation, la présence de robinets de soutirage distribuant chacun des eaux de qualité différente (eau potable / eau de pluie) est interdite dans la même pièce, à l'exception des caves, sous-sols et autres pièces annexes à l'habitation. Ces robinets doivent être verrouillables ;
- les canalisations de distribution d'eau de pluie, à l'intérieur des bâtiments, doivent être repérées de façon explicite par un pictogramme « Eau non potable », à tous les points suivants : entrée et sortie de vannes et des appareils, aux passages de cloisons et de murs.

L'utilisation d'eau de pluie est interdite à l'intérieur :

- des établissements de santé et des établissements, sociaux et médicaux-sociaux, d'hébergement de personnes âgées ;
- des cabinets médicaux, des cabinets dentaires, des laboratoires d'analyses de biologie médicale et des établissements de transfusion sanguine ;
- des crèches, des écoles maternelles et élémentaires.

Des informations sont disponibles sur le site internet du ministère en charge de la santé : <http://www.sante.gouv.fr/utilisation-d-eau-de-pluie-pour-des-usages-domestiques.html>

3.2. Utilisation de puits privés :

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a introduit l'obligation de déclarer en mairie les ouvrages domestiques (destinés à prélever une eau nécessaire aux besoins usuels d'une seule famille) et a conféré aux services de distribution d'eau potable la possibilité de contrôler l'ouvrage de prélèvement et les réseaux intérieurs de distribution d'eau. Toutefois, le Code de la santé publique prévoit que si l'eau est destinée à l'alimentation de plus d'une famille, elle doit avoir fait l'objet d'une autorisation préfectorale préalable.

Les modalités et le contenu de la déclaration en mairie sont précisés dans le Code général des collectivités territoriales et dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008. En cas d'utilisation de l'eau pour la consommation humaine, une analyse de l'eau doit être jointe à la déclaration en mairie.

L'ouvrage de prélèvement d'eau doit être équipé d'un compteur d'eau.

Pour la réalisation d'un forage d'eau, il est fortement conseillé de faire appel à un professionnel dont les travaux sont conformes à la norme AFNOR NF X 10-999 relative aux forages d'eau et de géothermie. Cette norme qui n'est pas obligatoire permet de garantir que l'ouvrage est réalisé selon les règles de l'art et permet notamment de protéger la ressource souterraine de toute infiltration d'eau de ruissellement potentiellement polluée.

Des informations sont disponibles sur le site internet du ministère en charge de l'écologie : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-forages-domestiques-.html>

3.3. Piscines privées familiales :

Un disconnecteur doit être installé sur le circuit d'alimentation en eau potable de la piscine afin de prévenir tout risque éventuel de contamination accidentelle de l'eau du réseau de

distribution par l'eau de la piscine (article R.1321-54 du Code de la santé publique). Cette prescription est également valable quand le bassin est rempli par un tuyau d'arrosage car il n'y a pas de garantie que le tuyau d'arrosage ne trempe pas dans l'eau.

L'article R.1331-2 du Code de la santé publique interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées les eaux de vidange des bassins de natation. Cependant, en application de l'article L.1331-10 du même code, un tel déversement est possible lorsqu'une convention d'autorisation a été conclue avec la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages d'assainissement. Une neutralisation du désinfectant doit être effectuée avant rejet dans le réseau d'eau pluviale ou le milieu naturel.

Pour les piscines extérieures, le décret du 31 décembre 2003 impose que les piscines familiales soient équipées d'un système de sécurité visant à éviter la noyade des jeunes enfants. Le bassin devra disposer de l'un des quatre systèmes prévus par le décret du 7 juin 2004 : barrières, couverture, abris ou alarme. Le pétitionnaire devra fournir un certificat de conformité de ce système de sécurité aux normes NF P90-306 à 309.

3.4. Utilisation de toilettes sèches :

(moins de 20 équivalents-habitants ou moins de 1.2 Kg/j de DBO5)

L'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (*modifié par arrêté du 7 mars 2012*) autorise, dans son article 17, l'utilisation de toilettes sèches et l'épandage des sous-produits sur la parcelle pour les maisons individuelles.

La réglementation prévoit une valorisation des sous-produits, après compostage, sur la parcelle. Ces systèmes doivent faire l'objet d'une dérogation délivrée par la mairie.

Les prescriptions techniques en vigueur devront être respectées, notamment :

- adaptation de l'installation retenue au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- vérification de l'étanchéité de la cuve recevant les fèces et/ou les urines ;
- respect des règles d'épandage et de valorisation des sous-produits des toilettes sèches ;
- absence de nuisance pour le voisinage et de pollution visible.

Il est conseillé que toute opération d'assainissement par toilettes sèches soit couplée à une possibilité de dépotage des matières en station d'épuration ou dans toute autre voie d'élimination des sous-produits de l'épuration.

4. Règles relatives à l'implantation de la construction

4.1. Construction sur un ancien site industriel :

Avant tout projet d'aménagement, il convient de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage futur du site, conformément à la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués.

Les bases de données BASOL et BASIAS peuvent être utilement consultées. Néanmoins, l'exhaustivité de ces bases n'étant pas assurée, il convient également de se référer aux

données documentaires et historiques de la commune sur laquelle se situe le projet (archives détenues en préfecture, en mairie, aux bureaux des hypothèques,...) pour s'assurer de l'état des sols.

Un diagnostic environnemental approfondi pourra être éventuellement réalisées afin de connaître l'état réel des sols (étude historique, analyses de sols, schémas conceptuels). Le bilan coûts/avantages, dont l'objectif est de parvenir au meilleur niveau de protection de l'environnement humain et naturel à un coût raisonnable, sera utilement transmis.

Par ailleurs, la circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles précise que la construction de ces établissements, définis comme l'ensemble des établissements accueillant des personnes de 0 à 18 ans et les aires de jeux et espaces verts attenants, doit être évitée sur les sites pollués.

4.2. Périmètres de protection des captages d'eau :

Les arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique des captages d'eau potable alimentant les collectivités instaurent des périmètres de protection autour de ces captages. Dans ces périmètres peuvent être interdits ou réglementés tous types d'installations, d'activités, de constructions, de dépôts, d'ouvrages ou d'aménagements. A titre d'exemple, peuvent être interdits ou réglementés dans ces périmètres, la construction des habitations, leur assainissement (en interdisant l'assainissement non collectif), leur moyen de chauffage (en interdisant l'installation de cuves à fuel), leur alimentation en eau (en interdisant les puits privés), etc.

Ces périmètres ainsi que les prescriptions qui y sont associées sont propres à chaque captage. Ils peuvent par ailleurs concerner des communes autres que la commune d'implantation de celui-ci. Ils doivent être annexés au plan local d'urbanisme (PLU). Il convient donc de s'assurer que la future construction respectera les dispositions des arrêtés préfectoraux établissant les périmètres de protection des captages. Un avis fourni par un hydrogéologue agréé pourra être demandé.

Les préconisations contenues dans le présent document sont établies comme un outil d'aide à la décision. Elles ne constituent nullement une liste exhaustive des observations que pourrait comporter un permis de construire soumis par ailleurs à l'avis des services de l'Etat concernés et à la décision du maire.

